



REVUE DE PRESSE

Lundi 30 septembre 2019



La semaine

Chirac, affaire Bygmalion et Ligue des champions

Aujourd'hui

Hommage. Journée de deuil en France après le décès de l'ancien président Jacques Chirac (Photo AFP).

Politique. Le gouvernement présente son projet de loi de financement de la Sécurité sociale.

Justice. Décision de la Cour de Justice de la République à l'encontre de l'ancien garde des Sceaux Jean-Jacques Urvoas pour «violation du secret professionnel».

Demain

Cérémonie. Emmanuel Macron remet la Légion d'honneur à deux héros de l'attentat de Strasbourg avant de prononcer un discours pour célébrer les 70 ans du Conseil de l'Europe.

Justice. Décision de la Cour de cassation sur l'ultime recours de Nicolas Sarkozy dans l'affaire Bygmalion.



faire Bygmalion.

Paris. La tour Eiffel s'illumine en rose pour marquer le début du mois de sensibilisation au cancer du sein.

International. Célébrations des 70 ans de la fondation de la République populaire de Chine.

publique populaire de Chine.

Football. Galatasaray-PSG, deuxième match de poule de la Ligue des champions à Istanbul.

Mercredi

Social. Marche de la colère des

policiers à Paris à l'appel de tous les syndicats de police.

Hommage. 150^e anniversaire de la naissance de Gandhi.

Judi

Politique. Jean-Paul Delevoye reçoit les syndicats de fonctionnaires lors d'un conseil commun de la fonction publique, à Paris.

International. Le nouveau Parlement israélien prête serment.

Vendredi

Justice. La Cour de cassation se prononce sur la reconnaissance de la filiation des jumelles Mennesson, nées en GPA à l'étranger.

Politique. Début de la convention citoyenne pour le climat, à Paris.

Presse. Lancement de l'hebdomadaire du journal *La Croix*.

L'infographie

Dons : les Français moins généreux qu'en 2018

Les sommes d'argent données à des associations, fondations, projets ou directement à des personnes en difficulté...

De 1€ à 50€

40%

De 51€ à 100€

24%

De 101€ à 300€

20%

De 301€ à 500€

5%

De 501€ à 1.000€

4%

Plus de 1.000€

4%

NSP

3%

Don financier moyen des Français chaque année : **225 €**

-21€ rappel 2018 : 246€

Le don moyen par région



Les raisons qu'ils invoquent pour avoir donné moins ces 12 derniers mois

Parce qu'ils peuvent moins se le permettre qu'auparavant

74%

Parce qu'ils ont de plus en plus de doutes sur l'utilisation qui est faite des dons

59%

Parce qu'ils sont trop sollicités

56%

Parce qu'il y a moins de causes qui les ont touchés

28%

Parce que l'intérêt fiscal du don leur est apparu moins évident

28%

Enquête réalisée par Odoxa pour Leetchi par internet du 28 août au 3 septembre 2019, auprès d'un échantillon de 3.005 Français représentatifs de la population âgée de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas.

INFOGRAPHIE CL

Ils font tous la cour aux médecins

■ Les deux centres de santé, avec des médecins salariés par le Département ouvrent début 2020 ■ Ils seront dotés chacun de trois antennes ■ Trois agents planchent sur le dossier et le recrutement des perles rares.



Les élus Brigitte Fouré et Isabelle Lagarde travaillent sur les centres de santé avec Fanta Diallo, Franck Soury, et Jean-Philippe Mercier, le «monsieur finances».

Photo Julie Desbois

Lénaëlle SIMON
lsimon@charentelibre.fr

Les deux centres de santé du Département, l'un au nord, l'autre au sud, où seront salariés des médecins, ouvriront début 2020, dotés chacun de trois antennes. Le compte à rebours est lancé avec trois agents mobilisés sur le dossier. Le dernier venu, Franck Soury, prend officiellement son poste demain comme directeur médical du projet Charente Santé mais a déjà commencé à plancher sur le sujet. Il a la lourde tâche de mener à bien le recrutement (1), multipliant les déplacements, dans les foyers de médecine notamment. Un profil soigneusement étudié par le Département qui cherchait quelqu'un capable de parler le même langage que les médecins. Diplômé en neurobiologie et d'un troisième cycle en école de commerce, ce Charentais arrive avec une solide expérience en santé publique, forgée à Paris où il a exercé dans plusieurs hôpitaux et comme chargé de mission à l'ANAES, l'ex

Haute autorité de la santé. Objectif: recruter 10 équivalents temps plein (ETP). «Nous avons ciblé trois profils: les jeunes médecins, via les associations d'internes. Les médecins qui recherchent le salariat parce qu'ils ne veulent pas de la lourdeur de l'administratif et des horaires. Et les médecins retraités.»

Des antennes flexibles

Une première enveloppe de 900 000€ est prévue. Un remède choc. La Charente ne compte plus qu'un médecin pour 1 300 habitants, quand il en faudrait un pour 1 000. «12 % des habitants n'ont plus de médecin traitant», souligne Brigitte Fouré, vice-présidente en charge des solidarités pour l'enfance et la famille. Pour séduire ces généralistes, qui devront consacrer 20 % de leur activité à la protection maternelle et infantile, au handicap et à l'autonomie, le Département se lance dans une grande campagne de communication pour vanter le cadre de vie et l'immobilier accessible.

»

12 % des Charentais n'ont plus de médecin traitant.

«Chaque centre sera doté d'une salle de soins pour prodigier des soins d'urgence et désengorger les services des urgences», précise Fanta Diallo, infirmière cadre de santé, chargée de mission au Département. Il sera relié à trois antennes, à 30 minutes maximum. Les localisations précises sont en cours de définition, le Département s'attachant à couvrir notamment les secteurs de Ruffec, Villefagnan et Aigre pour le nord, Coteaux du Blanzacais, Montmoreau, Brossac, Baignes, pour le sud. «Nous avons ciblé les secteurs les plus déficitaires et dans lesquels il n'y a pas de projet en cours pour ne pas rentrer en concurrence avec eux», explique Isabelle Lagarde, vice-présidente en charge des soli-

darités pour les personnes âgées et les personnes handicapées. «Chaque antenne sera flexible. Si un libéral s'installe, elle se retirera.» Pour se déployer ailleurs si besoin, sur le modèle de la Saône-et-Loire, où les élus charentais sont allés à la pêche aux bonnes pratiques.

Une aide de l'ARS

Mais le Département n'est pas le seul à se mettre en chasse des perles rares. Les projets de centres de santé fourmillent, alors que l'Agence régionale de santé a lancé un appel à candidatures pour soutenir leur création et leur démarrage. Elle peut accorder jusqu'à 75 000€ «pour compenser un éventuel déficit sur les premiers exercices», souligne Atika Rida-Chafi, directrice de l'ARS en Charente, qui table sur «une dizaine de projets». «L'équilibre financier est plus dur à atteindre (environ 3 ans) pour les centres de santé, où la rémunération des médecins n'est pas corrélée à leur activité, que pour les maisons de santé.» A Soyaux, le maire, s'attelle à recru-

Pas de concurrence avec le libéral

«Les centres de santé ne doivent pas se développer au détriment de l'offre libérale, rassure Atika Rida-Chafi, la directrice de l'Agence régionale de santé en Charente. L'une des craintes était de voir un certain nombre d'emplois de médecins libéraux se transférer vers des postes de salariés, ce qui aurait imputé une charge de travail supplémentaire aux autres libéraux du territoire. Mais les porteurs de projets, collectivités ou non, vont chercher leurs médecins en dehors de la Charente et doivent engager une concertation avec les médecins libéraux du territoire.» «De toute façon, quand il n'y a pas assez de médecins libéraux pour répondre à la demande, il n'y a pas de risque de créer une concurrence, abonde Franck Soury, directeur médical du dispositif pour le Département. Les libéraux ne verront pas le changement, on répond aussi à leur problématique.» La directrice de l'ARS tient aussi à rappeler que «la contrainte des gardes n'est pas liée au statut» et que les médecins salariés devront faire leur part comme les autres.

ter 5 ETP. À Confolens, Vincent You, le directeur de l'hôpital a déjà jeté les bases de son centre. «Un jeune médecin formé à la fac de Poitiers est arrivé cet été. Un autre fera un essai en novembre et des urgentistes assurent des consultations.» En quelques clics, on peut prendre rendez-vous pour le lendemain. À Cognac, le centre de santé s'installera place Camille Godard, au premier trimestre 2020 mais les recrutements n'ont pas encore débuté. Originalité du projet, il est porté par l'Una (spécialisée dans les services à la personne), avec Fléac et Gond-Pontouvre. Chaque commune aura son centre (médecins et dentistes) mais les charges supports seront mutualisées. Reste un enjeu que soulève Michel Gourinchas, le maire: qu'il n'y ait pas de surenchère en termes de salaires proposés entre tous les projets charentais. Pour l'heure, la plupart se base sur une fourchette 4 500-6 000€, de l'ordre de ce que gagne un praticien hospitalier.

(1) Pour candidater: secretariat@arscharente.fr

L'exemple de la Saône et Loire

15 000 patients ont retrouvé un médecin

Depuis janvier 2018 et l'ouverture du centre de santé départemental, plus de 15 000 patients ont retrouvé un médecin en Saône et Loire où la démographie médicale était alarmante (110,4 médecins pour 100 000 habitants en 2016...78 pour 100 000 en Charente actuellement). Explications avec René Accary, le président du Département.

Sur le fonctionnement

«Nous avons cinq centres de santé, bientôt six, ouverts de 8h à 20h (et le samedi matin), où exercent en permanence deux à trois médecins salariés, qui n'ont rien d'autre à faire que soigner puisque nous prenons en charge tout l'administratif. À terme, on aimerait avoir une dizaine de médecins par

centre. Ensuite, on a 18 antennes, dotées d'un bureau de consultation. Et des super antennes, avec deux bureaux. Chaque habitant est à trente minutes de route maximum d'un médecin.»

Sur le recrutement

«Nous avons 47 médecins salariés. Trois postes sont en train d'être pourvus et je vais faire voter (cela a été voté le 20 septembre, Ndlr) le recrutement de dix médecins supplémentaires. J'ai acheté des pages de pub dans les magazines spécialisés, j'ai recruté une personne formée à ces recrutements. J'ai écrit à tous les médecins installés dans des zones plutôt bien dotées. Tous les médecins sont français. Ils viennent de Paris, Nice, Lyon, Marseille. On a tous les

profils, hospitaliers, libéraux, certains qui exerçaient en entreprise. La plus jeune a 28 ans, le plus âgé 70. Ils sont payés entre 4600 et 6 000€ (7 000€ s'ils font des heures supplémentaires), ce qui correspond à la grille de la fonction publique hospitalière.»

Sur les obstacles

«J'ai eu quelques réactions de médecins qui craignaient que ce modèle concurrence la médecine libérale. Or, il vient en complément. Il y a une antenne où l'on pense que 20 h d'ouverture par semaine suffisent car il y a déjà un médecin libéral. On me disait aussi 'Tu n'arriveras jamais à recruter. On a fait appel à des chasseurs de tête, on n'y est pas arrivé. Je leur disais 'Moi c'est différent, j'ai un projet de santé. Chaque

centre de santé est doté d'un projet médical qui implique que les médecins travaillent ensemble et ont une matinée consacrée chaque semaine à évoquer les cas difficiles.»

Sur le coût et les perspectives

«Le Département a mis 2 millions d'euros la première année, 500 000€ la seconde. Je pense qu'on atteindra l'équilibre en quatre ans. Ça coûte cher mais moins que si les patients devaient être suivis à l'hôpital faute de médecins. 13 Ehpad ont aussi retrouvé un médecin coordonnateur. Je pense qu'on aura résolu le problème au printemps 2020, avec 80 médecins. Avec des médecins, vous remettez de l'économie dans les territoires: c'est bon pour les pharmacies et c'est un critère d'attractivité pour les entreprises.»

L'Adapei Charente face au virage inclusif



Objectif Intégration pour l'ADAPEI.

Photo CL

Une centaine de personnes ont pris part à la dernière assemblée générale de l'Adapei Charente, l'association départementale des parents et amis de personnes handicapées mentales. Elles ont été accueillies par le maire de Nersac, André Bonichon. Chantal Etienne, présidente de l'association a rappelé que l'Adapei Charente continue de porter le droit à la différence tout en prônant également le droit à l'autonomie dans une société inclusive. Certaines personnes ont besoin d'aide. L'Adapei, consciente de cet état de fait, s'est engagée dans des projets qui doivent aboutir à trouver des solutions à leurs problèmes.

La note d'orientation de l'association, pour les années à venir, conduit à l'intégration des personnes accueillies, dans les domaines du

travail, de l'habitat, de la scolarisation... Aussi, la nécessité d'être accompagné et soutenu dans ce virage inclusif, par les organismes de tutelle, devient primordial. Après le barbecue qui a réuni 250 convives, place à la fête et à l'amusement. Certains ont pu faire un tour en calèche dans le bourg de Nersac, puis assister à un spectacle cirque présenté par les artistes de l'institut médico-éducatif (IME) de Confolens.

De nombreux stands avaient également été installés dans la grande salle: art graphique (unique en France), avec deux dessinateurs spécialistes de la caricature, crêpes et pâtisseries, activités des Esat (établissement et service d'aide par le travail). La journée s'est terminée sur la piste de danse, au son de la musique du DJ «Yves Sono».

La photo



Humour. Jean-Hubert Lelièvre n'a jamais aussi bien porté son nom. Samedi, pour les 10 km de Cognac en faveur d'Octobre rose et de la lutte contre le cancer du sein, il portait un tee-shirt qui disait (en anglais) «Attrape moi si tu peux». Il courait d'ailleurs avec plusieurs de ses colistiers d'En avant Cognac. Un message qu'on devine choisi avec attention alors qu'il se lance dans la course aux municipales à Cognac.

Lelièvre courra-t-il le plus vite?

Les plus grandes fortunes sont à Cognac



Cyril Camus est le dernier représentant charentais de ce top 500.

Photo archives CL

Économie. Ce n'est guère une surprise. Dans le classement des 500 plus grandes fortunes professionnelles de France publié comme tous les ans par le magazine Challenges, seul le cognac permet à la Charente d'être représentée. Ce qui s'explique par la magnifique conjoncture du cognac partout dans le monde et par la disparition, ces dernières décennies, des dynasties industrielles familiales dans le bassin angoumois. Number one, en caisses comme en euros: Gilles Hennessy et sa famille. Le fils de Kyllian Hennessy, le visionnaire qui s'est associé aux Moët-et-Chandon puis à Bernard Arnault dans les années 80, trône à la 28^e place du classement avec une fortune professionnelle estimée à 3,9 milliards d'euros, grâce à la détention de «quelques centaines de milliers d'actions du numéro 1 du luxe (LVMH, Ndlr)». En 32^e position, on retrouve Marc Hériard-Dubreuil et sa famille, actionnaire majoritaire de Rémy-Cointreau et Onéo, donc

de Rémy-Martin. «À l'heure du bilan, les enfants d'André Hériard Dubreuil, le génial fondateur du groupe Rémy-Cointreau décédé en 2002, ont mieux que rempli leur mission», écrit Challenges. Fortune estimée: 3,3 milliards.

À la 278^e place, avec une fortune évaluée à 330 millions, on retrouve Jean-Pierre Cointreau, fils de Max Cointreau, propriétaire des cognacs Frapin, du champagne Gosset et des liqueurs Védrenne.

Dernier représentant charentais de ce top 500, Cyril Camus et sa famille, qui détient toujours 100 % du numéro 5 du cognac, Camus. C'est d'ailleurs la première entreprise familiale du cognac «qui exporte une grande partie de sa production en Chine». La famille, dont la fortune est estimée par Challenges à 220 millions, est toujours fortement ancrée dans le Cognacais et est toujours propriétaire du château familial du Plessis à Saint-Sulpice de Cognac.

■ En mars, le maire annonçait une baisse de la vitesse dans toute la ville dès janvier
■ Le timing est intenable: seule la rive droite sera prête ■ Mais l'objectif demeure.

Le passage à 30 km/h va prendre tout son temps

Marc BALTZER
m.baltzer@charentelibre.fr

Le maire a voulu fonder mais la patrouille - ou plutôt le principe de réalité - l'a rattrapé. En mars dernier, au cours d'une réunion de quartier, Michel Gourinchas annonçait le passage de «toute la ville» à 30 km/h dès «l'année prochaine» (lire CL du 29 mars). «Je m'attends à me faire engueuler à partir du 1^{er} janvier», avait-il assumé face à une assistance stupéfaite... et à des agents des services techniques tout aussi surpris.

Si ces derniers travaillaient depuis des mois sur le passage de la rive droite en zone 30 (Saint-Jacques, Crouin...), ils n'avaient pas encore de date butoir. Quant à la rive gauche (Saint-Martin, centre, Champ-de-Foire), elle n'était même pas dans les cartons. À trois mois de l'horizon fixé par le maire au printemps, «on sera prêt seulement pour la rive droite», rapporte l'adjoint chargé du domaine public, Jean-François Valégeois. «Le reste se déclinera en plusieurs années», estime le responsable du service des études et travaux à la Ville,



Jusqu'en 2014, le bas du quartier de Saint-Jacques était à 50 km/h. L'installation d'une zone à 30 km/h a amélioré le confort des habitants qui signalent régulièrement des problèmes de vitesse.

Photo archives S. U.

David Cavnagac. «J'avais dit qu'on commencerait en janvier... pas que tout serait fini», rétorpédale le maire avant d'aller au

fond de l'affaire: «Je n'ai entendu personne dire qu'il s'agissait d'une hérésie (...) on va le faire.»

Travail de fourmi

Si le timing est intenable («à moins d'embaucher un agent pour s'en occuper à plein-temps, ce qui n'est financièrement pas envisageable», selon Jean-François Valégeois) c'est parce que réduire la vitesse ne se résume pas à changer quelques panneaux. Les zones 30 sont encadrées par des préconisations fixées par l'Etat en 1998, comme la priorité à droite systématique, l'absence de passage piétons (ces derniers sont censés être prioritaires) ou la possibilité pour les cyclistes de rouler en contresens dans les rues à sens unique pour les autos.

«Un travail de fourmi», note David Cavnagac, déjà content d'être parvenu à terminer le projet d'aménagement de la rive droite

»

Je n'ai entendu personne dire qu'il s'agissait d'une hérésie (...) on va le faire.

Une bonne occasion de mettre à plat les absurdités du réseau

La réduction à 30 km/h oblige les services techniques à faire un audit de la signalisation existante et «nous avons trouvé un certain nombre d'anomalies, voire d'absurdités auxquelles plus personne ne faisait attention mais qui peuvent être dangereuses», explique David Cavnagac, responsable du service des études et travaux à la Ville. Exemple: la rue Lecoq-de-Boisboudran monte en sens unique du rond-point de Saint-Jacques vers l'avenue de Saint-Jean-d'Angély. Sauf que les automobilistes de l'avenue peuvent, eux, s'engager à contresens grâce à une bretelle

spécifique. «Les gens du quartier faisaient attention et ne faisaient que traverser la rue, sans la prendre à contresens, mais c'était risqué. Ça a été rectifié.» Autre curiosité, toujours en vigueur celle-là: quand on rejoint Cognac par Jarnouzeau, l'entrée d'agglomération n'est pas signalée dans la rue de l'Antenne. Techniquement, la vitesse y reste donc limitée à 70 km/h et l'automobiliste ingénu peut, théoriquement, garder cette vitesse puisque rien ne lui indique qu'il est entré dans une ville. Le bon panneau doit être installé dans les prochaines semaines.

A noter

69^e édition pour la foire aux huîtres



Les huîtres et la brocante seront une nouvelle fois à la fête à l'Espace 3000.

Photo archives Jean-Pierre Coffin

Elle est de retour le week-end des 5 et 6 octobre. La brocante de la Foire aux huîtres, organisée par le quartier Saint-Martin, revient se poser sur l'esplanade de l'Espace 3000 pour deux jours de ripaille, de bonne humeur et d'animations. Cette 69^e édition s'ouvrira dès 8h le samedi par la brocante, avec dégustation et vente d'huîtres à 9h, et départ d'une marche de 6 à 8 km à 14h, organisée par l'association «Randonneurs du Cognacais». On remettra le couvert le dimanche à 8h avec, au menu cette fois, une randonnée cycliste (8h30), une pédestre (9h), et tout une foule d'animations annoncée tout au long de la journée et une exposition de voitures américaines. De nombreux stands d'artisans seront présents, comme des manèges et de quoi se restaurer. La fête se terminera comme de coutume par le célèbre concours d'écaillers patronné par les vins de pays charentais (à partir de 17h30).

CHÂTEAUBERNARD

Conseil municipal. Le conseil municipal de Châteaubernard se réunira le jeudi 3 octobre à 20h30 à la mairie. À l'ordre du jour: dénomination d'espaces publics, ouvertures exceptionnelles des magasins certains dimanches en 2020, avis sur l'adhésion de deux comités syndicaux de syndicats mixtes fermés, demande de remise gracieuse, recrutement d'un agent contractuel sur un emploi non permanent aux services techniques.

Boussac reprend de la hauteur

Du spectacle, de belles épreuves, une organisation et une qualité des terrains saluées par les officiels et les participants. Les équipes des Ecuries de Boussac, où s'est tenue la finale du grand régional de concours complet ce week-end, ont amassé les bons points lors de cette épreuve. Un bonus pour un club qui retrouve fière allure avec une hausse de 15 % des effectifs cette saison, une dette qui fond, et la reprise sous son toit de 80 % des formations de l'Iréo de Richemont liées au cheval.



Jarnac: le nouveau centre de loisirs intercommunal couvert d'éloges

Ouvert cet été, le centre d'accueil de l'agglo pour les petits de 3 à 11 ans a été officiellement inauguré samedi matin. Une réalisation saluée pour sa fonctionnalité et son esthétisme.

Gilles BIOLLEY
g.biolley@charentelibre.fr

Il a ouvert ses portes en juillet dernier, période estivale durant laquelle le nouveau centre de loisirs intercommunal, à Jarnac, a accueilli 242 enfants de l'agglo. Il ne lui manquait qu'une inauguration en bonne et due forme pour mettre la dernière touche à ce projet qui a nécessité 14 mois de travaux, pour un investissement de 2,5M€ financé pour grande partie par l'agglo (1).

C'est fait depuis samedi lors d'une cérémonie qui a rassemblé élus communautaires, artisans, représentants des financeurs, équipe éducative du centre et tous les autres intervenants qui ont contribué à la réalisation de cet équipement qui s'étend sur près de 9 000 m², 24, rue des Champagnières.

«Un symbole de la politique ambitieuse que nous avons choisie de mener à l'agglo de Grand Cognac en faveur de l'enfance et de la jeunesse, des familles, de la qualité de vie et de l'attractivité du territoire», a souligné en



L'équipe d'animation a retrouvé un nouveau souffle au cœur d'un équipement qu'elle a fait découvrir aux invités.

Photo Julie Desbois

substance son président Jérôme Sourisseau lors de son discours.

Le retour des familles

Répondant aux normes environnementales les plus récentes, autant en matière thermique (chauffage au sol) qu'acoustique, accessible aux personnes à mobilité réduite, ce centre de loisirs comprend un bâtiment central de 952 m² d'une capacité d'accueil de 120 enfants (de 3 à 11 ans), un garage, un préau, de nombreuses places de parking en entrée, une aire multisport extérieure. Mais aussi un jardin des 5 sens pédagogique et ludique de 4 550 m² abritant près de 150 plantes, arbres

et arbustes, réalisé par l'atelier APY Rémy Marcotte.

Cet ensemble a été conçu par l'atelier «PBa Architecture» sous la direction de François Poirier-Bordage, lequel a été couvert d'éloges samedi pour la qualité de la réalisation de ce lieu aussi fonctionnel qu'esthétique, reposant sur trois piliers, l'espace, la lumière et la couleur.

«Un lieu qui nous change la vie, enfants comme équipe éducative [14 animateurs], s'enchant Florie Grehan, sa directrice. Dans nos anciens locaux, vétustes et pas adaptés, nous étions vraiment à l'étroit. Il n'y avait pas vraiment de dortoir pour les plus petits, pas d'espaces extérieurs, rien pour

stationner pour les familles. On finissait par tourner en rond. Ce nouveau centre nous redonne de l'élan à tous, et le goût à des familles de revenir nous confier leurs enfants», relève-t-elle.

Des familles qui avaient fini par désertier l'ancien de la rue Burgaud-des-Marets, de retour donc, auxquelles viennent s'ajouter des nouvelles «au point qu'on va finir déjà par saturer.» Depuis son ouverture, la capacité maximale de ce nouvel outil a été atteinte à plusieurs reprises.

(1) Fonds européen Feader (200 000 €). Etat (200 068 €). CAF (125 000 €). Département (190 764 €). La mairie de Jarnac a cédé le terrain à l'agglo pour l'euro symbolique.

”

Ce nouveau centre nous redonne de l'élan à tous, et le goût à des familles de revenir nous confier leurs enfants.

Le Symposium apporte sa pierre à l'art

Dimanche dernier, s'est déroulée la cérémonie de clôture du 11^e Symposium international de la sculpture sur pierre, en présence de Nicole Roy, vice-présidente de Grand Cognac en charge de la culture, Jean-Marc Lacombe, le maire, Jean Périllaud, sculpteur, membre de l'AIAP à l'Unesco et président d'honneur. «Nous sommes rassemblés devant la place où se dressent les sculptures, pour féliciter les six artistes de cette édition qui ont fait preuve d'une grande créativité et d'inspiration pour illustrer l'Harmonie selon des projets très différents. Le résultat est à la hauteur de nos espérances, les œuvres réalisées plaisent beaucoup», confie Maryse Obom, la présidente de l'association «Julienne, Métiers d'Art & Tourisme». Du 9 au 22 septembre, les artistes avaient la lourde tâche de sculpter un bloc de pierre de 2 mètres de haut, en présence de nombreux visiteurs. Les artistes, qui ont reçu leur diplôme des mains Marina Gajac, directrice artistique de l'association, venaient pour la plupart pour la première fois en France et pour tous une première en Charente. Ils sont repartis chargés

de produits locaux. Nicole Roy et Arlette Lorin ont ensuite procédé à la remise des diplômes aux enfants des ateliers. «Je suis très enthousiaste devant le résultat du travail des artistes de cette édition. Je suis très attaché à cette manifestation culturelle qui met l'art à la portée de tous en milieu rural et encourage la transmission du savoir-faire», confie Jérôme Sourisseau. «Il nous tient à cœur désormais de voir ces œuvres exposées de façon permanente sur une place, dans un jardin public sur un rond-point... en Charente ou au-delà, pour témoigner du talent des artistes et déployer la réputation du symposium de Julienne. Rappelons que l'association est à but non lucratif. Elle compte sur le soutien de partenaires et mécènes pour poursuivre la belle aventure du Symposium. Aussi, dans le cadre d'un placement de sculpture, la commune adoptante serait bien inspirée de faire appel à une entreprise de son territoire qui, en mécène, peut faire un don en lui ouvrant droit à défiscalisation à hauteur de 66 % du montant», conclut Maryse Obom.

Ghislaine NORMAND



Nicole Roy, Arlette Lorin, Jean-Marc Lacombe étaient présents pour assister à la cérémonie de clôture du 11^e Symposium de la sculpture sur pierre.

Photo CL

Charente Libre

Vous êtes témoin d'un événement

Alertez la rédaction

internet@charentelibre.fr

Le dernier adieu du peuple à Chirac



La file d'attente hier devant les Invalides s'étendait sur près d'un kilomètre.

Photo AFP

C'était nécessaire de venir. «Vous nous manquez déjà»: les Français ont convergé par milliers sous la pluie hier aux Invalides pour saluer la mémoire de Jacques Chirac, mort jeudi à 86 ans, lors d'un large hommage populaire avant les cérémonies officielles aujourd'hui.

Dans le calme et le recueillement, la file d'attente, impressionnante, s'étendait dans l'après-midi sur des centaines et des centaines de mètres pour arriver devant le cercueil de Jacques Chirac, placé à l'entrée de la cathédrale Saint-Louis des Invalides.

Les uns faisaient un au revoir de la main, d'autres un signe de croix, d'autres encore un selfie, devant la dépouille recouverte de bleu, blanc, rouge et entourée de drapeaux français et européen,

■ Des milliers de personnes étaient rassemblés hier aux Invalides pour saluer la mémoire de Jacques Chirac

■ Avant les cérémonies officielles aujourd'hui.

sous un portrait géant de l'ex-président (1995-2007).

Dans la soirée, ils étaient encore nombreux à patienter, abrités sous un parapluie. S'il le faut,

l'Hôtel des Invalides restera ouvert toute la nuit, jusqu'à 7h maximum, afin de préparer la cérémonie officielle d'aujourd'hui

Le cercueil avait quitté hier peu avant 13h en convoi le domicile parisien de Jacques Chirac, rue de Tournon, où il s'est éteint jeudi, traversant la ville sous les saluts de centaines de Parisiens.

«Tolérance»

Ouvrant la cérémonie, des représentants des cultes ont chanté une prière, aux côtés de la famille Chirac, dont sa fille Claude et son petit-fils Martin, mais sans son épouse Bernadette, trop affaiblie. Les Français se sont ensuite succédé devant le cercueil, certains venus en chaise roulante et même allongés sur un brancard. Ont défilé des militants, des politiques comme Philippe Douste-Blazy et

Alain Madelin, mais aussi des citoyens de tous âges comme Marin

Il aurait vu la queue aujourd'hui, il se serait jeté dans la foule pour serrer des mains.

Menzin et Cyprien Lemaire, étudiants de 21 et 22 ans, venus pour «le président de leur enfance». «Il aurait vu la queue aujourd'hui, il se serait jeté dans la foule pour serrer des mains», a souligné le premier.

Ils ont parfois fait le voyage de loin, comme Elouma Bokilo, 44

Vexée, Le Pen absente de la cérémonie

La présidente du Rassemblement national Marine Le Pen (photo AFP) a renoncé à se rendre à la cérémonie d'hommage au président Jacques



Chirac aujourd'hui à l'église Saint-Sulpice, après les réserves de la famille sur sa présence. «Puisque la famille Chirac ne souhaite pas respecter les usages républicains, Madame Le Pen ne se rendra pas à la cérémonie», a fait savoir son entourage. Le clan Chirac avait appris samedi par la presse la venue de Marine Le Pen qu'il ne souhaite pas, mais qui est de droit. Un décret de 1989 relatif aux cérémonies publiques fixe en effet la liste des corps et autorités pouvant être conviés. Les députés en font partie, or Marine Le Pen est députée du Pas-de-Calais.

ans, arrivée spécialement de Belgique et vantant «la tolérance, l'attention aux autres» du président défunt.

«Nous avons tous quelque chose de Jacques Chirac», a lancé à distance le Premier ministre Edouard Philippe, à l'université du MoDem dans le Morbihan, empruntant là une expression de Johnny Hallyday, ami de l'ancien président et dernière personnalité à avoir été saluée ainsi par la foule lors de ses obsèques en 2017. Député, maire de Paris, plusieurs fois ministre et Premier ministre puis deux fois élu président de la République, Jacques Chirac a été l'un des principaux acteurs de la droite, depuis la fin des années 60 jusqu'au milieu des années 2000.

La phrase

“ L'année 2019 sera l'année où le fisc français aura le plus fait payer les fraudeurs fiscaux.



Photo AFP

Gérald Darmanin

ministre de l'Action et des Comptes publics

L'année 2019 sera celle où le fisc aura le plus fait payer les fraudeurs, selon Gérald Darmanin. Les recettes supplémentaires recouvrées, encore provisoires, seront rendues disponibles dans quelques semaines, explique-t-on à Bercy.

POLITIQUE Le Congrès des Régions de France se déroule aujourd'hui et demain à Bordeaux. L'occasion d'examiner le bilan financier des fusions et de relancer le dialogue avec l'État

Benoît Lasserre
blasserre@sudouest.fr

Le choix de Bordeaux, capitale des Girondins, n'est sans doute pas anodin pour accueillir le 15^e Congrès des Régions de France, aujourd'hui et demain. Jamais les relations entre Paris et les Régions - on est tenté d'étendre à toutes les collectivités locales - n'ont autant senti le vinaigre, même si Nicolas Sarkozy ou François Hollande avaient eu droit à leur vent de fronde à propos des dotations d'État, rétrécies comme peau de chagrin.

Fonds européens ou compétences tailladées figurent en bonne place sur la liste des griefs. Et encore, Emmanuel Macron peut dire merci, pour une fois, à son prédécesseur. Grâce à lui, le nombre de présidents de Région, donc de mécontents, a diminué. Il y a cinq ans, le nombre de Régions métropolitaines passait de 22 à 13 dans des conditions rocambolesques.

Des milliards imaginaires

François Hollande peut en revanche ne pas dire merci à celui qui était son secrétaire d'État à la réforme territoriale, André Vallini. Dans un entretien accordé au « Figaro », il avait lâché le chiffre intéressant de 10 à 15 milliards d'euros d'économies attendues grâce à cette réforme. Trois ans plus tard, il reconnaît avoir improvisé la somme. Alain Rousset, le doyen des présidents de Région, lui en veut encore. « L'idée que les grandes Régions étaient créées pour faire des

économies n'a existé que dans la tête d'André Vallini », affirme-t-il. L'objectif était certes de réduire le nombre d'élus et les dépenses de fonctionnement mais d'abord de doter la France de Régions XI, avec des compétences élargies, vers le développement économique notamment, capables de rivaliser avec leurs homologues allemands, espagnols ou italiennes.

« On paie les frais d'une réforme mal préparée » (Olivier Chartier)

Sauf que ce qui fonctionnait dans des pays décentralisés coïncide dans un État tenu par la haute administration et le ministère des Finances, jaloux de leurs prérogatives. Quatre ans après la réforme territoriale, de rares Régions ont certes diminué leurs dépenses de fonctionnement mais la situation budgétaire des Régions confirme l'extravagance des propos d'André Vallini (lire par ailleurs).

À l'échelle européenne

Ont en revanche bondi les déplacements et les frais des élus régionaux. Alain Rousset a fait de sa voiture son bureau annexe et certains vice-présidents ou chefs de service ne comptent plus les kilomètres parcourus chaque mois. Sans oublier les mouvements sociaux des agents de la Région, déboussolés par la fusion, et l'harmonisation salariale sur la grille picto-charentaise, alors la plus élevée des trois ex-Régions. La Nouvelle-Aquitaine, la plus

grand territoire de France, avec ses dimensions égales à l'Autriche ou au Portugal, est-elle pour autant une absurdité ?

Outre que, de façon conjoncturelle, elle a sauvé Poitou-Charentes de la cessation de paiement, elle a aussi produit d'autres effets positifs. Exemple parmi d'autres, le colossal lycée des métiers du bâtiment de Felletin, dans la Creuse, va ainsi bénéficier d'un programme de rénovation évalué à 46 millions d'euros. Un chantier que n'aurait sans doute pas pu financer seul le Limousin.

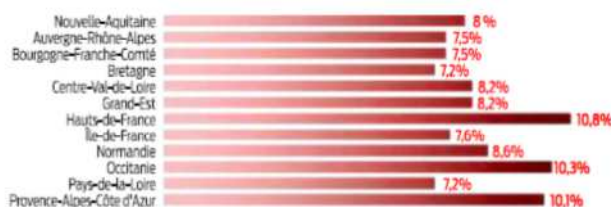
200 agents supplémentaires

« On paie les frais d'une réforme mal préparée, même si je donne acte à Alain Rousset d'être scrupuleux dans sa gestion de la Région, estime Olivier Chartier, l'opposant qui préside la commission des finances. Les ratios financiers se dégradent avec un endettement qui augmente et les investissements qui diminuent. La Région a ainsi dû embaucher 200 agents supplémentaires face à la complexité de l'harmonisation des politiques régionales. »

« J'assume et je suis fier d'avoir revalorisé les primes de 5 000 agents de lycées qui percevaient moins que le Smic », répond Alain Rousset au rapport de la Cour des comptes, en assurant que les vraies économies viendront de la décentralisation et de la régionalisation. Un cheval de bataille que le président voudra sans doute continuer à mener après 2021.



Le taux de chômage dans les Régions



« Il doit y avoir un avant et un après Bordeaux »

HERVÉ MORIN Le président de la Normandie et des Régions de France se dit confiant sur la volonté de l'exécutif de faire preuve d'ouverture aux territoires

« Sud Ouest » La Cour des comptes vient de publier un rapport sévère sur la fusion des Régions...

Hervé Morin Je ne connais pas de structure, y compris privée, qui ne fasse aucune dépense dans une procédure de fusion-absorption. Il y a eu des ajustements salariaux mais, pour prendre l'exemple de la Normandie, nous commençons à récolter les fruits des mesures que nous avons prises. La fusion permet aussi d'économiser des millions d'euros dans les procédures d'achats notamment. Le rapport souligne aussi qu'il n'y a pas eu de rupture dans la continuité de l'action publique et qu'elles ont réussi à redresser leur situation financière.

Faut-il retoucher au périmètre ou aux compétences des Régions ?

Aux périmètres sûrement pas, celui de la Normandie est parfait mais d'autres sont certes plus compliqués. Détricoter ce qui a été fait serait un gâchis gigantesque. En revanche, il faut aller vers plus de décentralisation et la Cour des comptes elle-même le dit.

Le Congrès de Bordeaux peut-il permettre de crever l'abcès entre les Régions et l'exécutif ?

C'est ce que nous espérons. Nous ne sommes pas dans une posture politicienne. D'ailleurs, tous les présidents de Région, toutes tendances confondues, sont en phase. Nous voulons juste plus d'efficacité, à l'image de ce qui se fait dans les autres pays européens. En France, les collectivités représentent 20 % de la dépense

publique, ailleurs en Europe entre 45 % et 60 %. Depuis huit jours, j'ai beaucoup de conversations avec l'exécutif, j'ai le sentiment qu'il a envie de bouger. La venue du Premier ministre est un bon signe. J'espère vraiment qu'il y aura un avant et un après Bordeaux.

Mais il y a encore des sujets qui fâchent, sur l'agriculture ou l'apprentissage...

Le ministère de l'Agriculture veut en effet récupérer les fonds européens, que nous gérons mieux que lui parce que nous sommes au plus près des territoires. Il faut qu'il ait une clarification. Pour notre part, nous estimons même que certaines Régions devraient s'occuper entièrement d'une partie de la Po-



Hervé Morin : « Détricoter ce qui a été fait serait un gâchis gigantesque. » PHOTO AFP

litique agricole commune, en guise d'expérimentation, comme pour les lycées agricoles

ou professionnels. Quant à la réforme Pénicaud, qui nous a retiré la compétence apprentissage, elle va concentrer celui-ci dans les zones démographiques les plus denses et accentuer la métropolisation au détriment des zones rurales, qui ont besoin de main-d'œuvre.

Qu'attendez-vous du nouveau président de la SNCF ?

Les Régions ont été désignées chefs de file pour la mobilité et ont investi énormément d'argent dans le ferroviaire, comme le soulignera un prochain rapport de la Cour des comptes. Le nouveau président devra avoir des relations plus équilibrées avec les Régions. Il ne pourra pas faire autrement en raison de l'ouverture à la concurrence. Si ça ne va pas, on ira voir ailleurs.

Recueilli par B. L.

Nouvelle-Aquitaine

(Président PS)
84 036 km²
6,09 millions hab



Dépenses 2019 :
2,98 % Mds € (+ 2,9 % qu'en 2018)
Dépenses de fonctionnement :
2,06 Mds € (+ 1,5 % qu'en 2018)
Dette en 2019 : 2,12 Mds €
(348 €/hab, +0,4 % qu'en 2018)

Centre-Val-de-Loire

(Président PS)
39 151 km²
2,64 millions hab



Dépenses 2019 :
1,37 % Md € (+ 2,7 % qu'en 2018)
Dépenses de fonctionnement :
995 M € (+ 6,8 % qu'en 2018)
Dette en 2019 : 788 M €
(298 €/hab, +5,1 % qu'en 2018)

Normandie

(Président Centriste)
29 907 km²
3,42 millions hab



Dépenses 2019 :
1,91 % Md € (+ 12,7 % qu'en 2018)
Dépenses de fonctionnement :
1,15 Md € (-1,3 % qu'en 2018)
Dette en 2019 : 457,6 M €
(134 €/hab, +6,9 % qu'en 2018)

Auvergne-Rhône-Alpes

(Président LR)
69 711 km²
8,10 millions hab



Dépenses 2019 :
3,47 % Mds € (+ 2,4 % qu'en 2018)
Dépenses de fonctionnement :
2,35 Mds € (-0,5 % qu'en 2018)
Dette en 2019 : 2,3 Mds €
(284 €/hab, -2,1 % qu'en 2018)

Grand-Est

(Président LR)
57 441 km²
5,67 millions hab



Dépenses 2019 :
2,92 % Mds € (+ 13,2 % qu'en 2018)
Dépenses de fonctionnement :
1,97 Md € (+ 2,6 % qu'en 2018)
Dette en 2019 : 2,3 Mds €
(406 €/hab, -0,8 % qu'en 2018)

Occitanie

(Présidente PS)
72 724 km²
5,94 millions hab



Dépenses 2019 :
3,43 % Mds € (+ 2,6 % qu'en 2018)
Dépenses de fonctionnement :
2,19 Mds € (+ 1 % qu'en 2018)
Dette en 2019 : 1,92 Md €
(324 €/hab, +9,1 % qu'en 2018)

Bourgogne-Franche-Comté

(Présidente PS)
47 784 km²
2,9 millions hab



Dépenses 2019 :
1,53 % Mds € (+ 6,1 % qu'en 2018)
Dépenses de fonctionnement :
1,04 Mds € (+ 0,3 % qu'en 2018)
Dette en 2019 : 583,6 M €
(201 €/hab, -2,6 % qu'en 2018)

Hauts-de-France

(Président ex-LR)
31 806 km²
6,11 millions hab



Dépenses 2019 :
3,26 % Mds € (+ 4,9 % qu'en 2018)
Dépenses de fonctionnement :
2,33 Mds € (+ 1,7 % qu'en 2018)
Dette en 2019 : 2,97 Mds €
(487 €/hab, -2,6 % qu'en 2018)

Pays-de-la-Loire

(Présidente LR)
32 082 km²
3,83 millions hab



Dépenses 2019 :
1,70 % Md € (+ 3,5 % qu'en 2018)
Dépenses de fonctionnement :
1,08 Md € (+ 3,6 % qu'en 2018)
Dette en 2019 : 1,68 Md €
(440 €/hab, +7 % qu'en 2018)

Bretagne

(Président PS)
27 708 km²
3,4 millions hab



Dépenses 2019 :
1,46 % Mds € (+ 0,1 % qu'en 2018)
Dépenses de fonctionnement :
950 M € (+ 0,4 % qu'en 2018)
Dette en 2019 : 1,10 Md €
(325 €/hab, +11,5 % qu'en 2018)

Île-de-France

(Présidente ex-LR)
12 012 km²
12,25 millions hab



Dépenses 2019 :
4,63 % Mds € (+ 0,9 % qu'en 2018)
Dépenses de fonctionnement :
2,72 Mds € (+ 0,5 % qu'en 2018)
Dette en 2019 : 5,63 Mds €
(459 €/hab, -0,5 % qu'en 2018)

Provence-Alpes-Côte d'Azur

(Président LR)
31 400 km²
5,10 millions hab



Dépenses 2019 :
2,08 % Mds € (-6 % qu'en 2018)
Dépenses de fonctionnement :
1,53 Md € (-2,4 % qu'en 2018)
Dette en 2019 : 2,64 Mds €
(519 €/hab, +0,4 % qu'en 2018)

Données pour la France métropolitaine hors Corse.

Les Régions coûtent plus cher au contribuable

BILAN Selon la Cour des comptes, la fusion des Régions a généré des surcoûts

Réduire le nombre des acteurs territoriaux pour gagner en efficacité et générer des économies. La réforme envisagée mais jamais engagée depuis plusieurs décennies a connu un début d'application en 2015, lors du vote de la loi Notre (Nouvelle organisation territoriale de la République). Le nombre de Régions est tombé de 22 à 13 en métropole, à la suite de plusieurs fusions, dont celle qui a donné naissance à la Nouvelle-Aquitaine (Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes). Mais quatre ans après la refonte de la carte des Régions, le constat dressé par la Cour des comptes n'incite pas à un optimisme démesuré.

Dotées de compétences renforcées – en matière de développement économique, de transports interurbains et scolaires, de formation ou encore de gestion des déchets – les Régions peinent à les in-



Le centre de décision est à Bordeaux mais beaucoup de services et structures ont été conservés dans les ex-régions. PH. T.D./S.O.

vestir pleinement. Et les économies attendues ne sont pas au rendez-vous. Loin s'en faut. Les Régions reviennent plus cher aujourd'hui au contribuable qu'il y a trois ans. Plusieurs chambres régionales des comptes pointent des « surcoûts importants » qui ne sont pas uniquement imputables aux dépenses de personnel. Si la Nouvelle-Aquitaine a concentré sa direction

générale à Bordeaux, beaucoup de Régions fusionnées n'ont pas touché aux structures et services existants. Elles ont veillé à maintenir une activité politique dans les anciennes capitales sans imposer de mobilité professionnelle. Cette organisation multisites freine l'harmonisation des dispositifs et la fusion des satellites qui gravitent autour de ces collectivités. Dans la

région Grand Est, les différents fonds d'art contemporain conservent leur autonomie. En Normandie, les aides allouées à la jeunesse cumulent les avantages offerts auparavant par la Haute et la Basse-Normandie. « L'absence quasi générale de suivi de l'impact financier des réformes est difficile à justifier pour des Régions dont les services administratifs disposent de compétences importantes », déplore la Cour des comptes.

L'alignement par le haut

Les Régions issues d'une fusion ont aligné le régime indemnitaire de leurs agents sur les dispositions les plus favorables en vigueur dans les anciennes collectivités. En Nouvelle-Aquitaine, première ex-aequo sur le podium des revalorisations, cela se traduira par une charge supplémentaire de 14 à 17 millions d'euros par an. À la hausse aussi, du fait de l'accroissement de la taille des Régions, le montant de la rémunération des élus et les lignes budgétaires dédiées au fonctionnement des groupes politiques de chaque col-

lectivité. Florissante du fait d'une hausse sensible de la fiscalité, la situation financière des Régions leur permet d'absorber ce surplus de dépenses sans porter atteinte à leur potentiel d'investissement tout en maîtrisant leur endettement. Au-delà de la réduction des coûts, la réussite de la réforme reposait sur la clarification des compétences entre les différentes collectivités. Elle est loin d'être actée, les doublons ayant la vie dure.

Trois acteurs, Région, Département et Métropole, interviennent par exemple dans le champ du développement économique. « Seuls deux domaines de compétence ne mobilisent que deux niveaux d'intervention : la formation et l'apprentissage, partagés entre la Région et l'État ; et le funéraire, par le bloc communal et l'État », se désole la Cour des comptes. Difficile, dans ces conditions, de reprocher aux nouvelles Régions de ne pas avoir été les hirondelles qui annoncent le printemps d'une action publique lisible et efficace.

Dominique Richard

« Merci pour ces années »

JACQUES CHIRAC

De tous âges et de toutes conditions, une foule immense s'est pressée, hier, pour rendre un dernier hommage à l'ancien chef de l'État

Bruno Dive, rédaction parisienne
b.dive@sudouest.fr

Ils battent le pavé depuis des heures et savent qu'il leur en reste autant à patienter. Mais rien ne les fera renoncer, ni l'immobilité de cette interminable cohorte, qui n'avance que par à coups, ni le ciel menaçant, qui lâche de temps à autre une averse, ni leurs affaires, qu'ils peuvent bien remettre à plus tard. Ils lui doivent bien ça, à « Chirac », ce « grand homme », ce « grand président » qui « nous représentait si bien ».

Venus de Corrèze ou du Nord de la France, de la banlieue versaillaise ou de Seine-Saint-Denis et, bien sûr, de Paris, ils disent presque tous la même chose, ils emploient les mêmes mots pour parler de lui. La nostalgie d'une époque révolue, le dernier salut à quelqu'un qui a accompagné une partie de notre vie. Et puis l'homme, « bon vivant, empathique et quelle prestance ! », s'exclame Sophie, de Paris. « Merci pour ces années », écrira Gilles sur le cahier de doléances. Il est venu avec son fils Théo, 15 ans, qui avoue : « Je n'ai jamais connu Chirac, mais je n'en ai entendu que du bien. »



« Une partie de ma jeunesse »

Sur le trottoir de l'avenue de la Motte-Piquet, à 400 mètres des Invalides, mais à... cinq heures du prestigieux catafalque, un petit groupe a fait connaissance et papote. « C'est une partie de ma jeunesse qui part », soupire Véronique la Parisienne. « Même s'il n'a pas fait grand-chose politiquement, il était très humain », glisse Liliane, venue du Val-de-Marne.

« Il mettait sur le même pied les petits et les grands », approuve ce jeune homme, qui se souvient avoir vu Chirac en 2006 avec Zidane et l'équipe de France, qui venait de perdre en finale du Mondial. Francis, le Guyanais a bien noté que « Chirac adorait la Guyane, il avait même passé un Noël à Maripasula ». Mais c'est finalement Guy, l'éco-designer au look de vieux baba-cool, venu de Tourcoing, qui le résume le mieux : « Je suis comme Chirac, j'ai le cœur à gauche et la raison à droite. »

La famille Chirac a voulu cet hommage populaire et tenu à ce qu'il ait lieu avant les cérémonies officielles qui auront lieu ce matin. À l'image de l'ancien président, qui détestait les dîners en ville et leur préférait les bons gueuletons au bistrot du coin. Elle l'a fait précéder d'une courte cérémonie œcuménique, où se côtoyaient des responsables des différentes religions, dont certains,

comme le grand rabbin Korsia, ont bien connu l'ancien président, lequel plaquait inlassablement pour le dialogue des cultures et des religions.

Selfies interdits

Dans cette immense foule qui se presse autour des Invalides, on trouve aussi nombre de ses anciens collaborateurs. Tous, secrétaires, attachés de presse, conseillers... ont tenu à faire la queue, comme tout le monde et à s'incliner parmi les anonymes devant le cercueil de leur ancien patron.

Une fois dans l'immense cour des Invalides, il faut encore patienter et progresser à petit pas avec, en fond sonore, des extraits de ses principaux discours : discours de Johannesburg (« Notre maison brûle »), discours du Vel d'Hiv, discours contre la guerre d'Irak, mais aussi discours sur la Constitution européenne ou sur les émeutes de 2005 dans certaines banlieues.

Puis c'est l'instant du recueillement devant le cercueil, recouvert d'un drapeau tricolore et veillé par la photo d'un Chirac souriant et saluant de la main, cette main qui en a serré tant d'autres, comme un der-

La file d'attente s'étendait dans l'après-midi sur des centaines de mètres pour arriver devant le cercueil de Jacques Chirac, à l'entrée de la cathédrale Saint-Louis des Invalides. PHOTOS AFP

EN BREF

PROGRAMME

Aujourd'hui est une journée de deuil national et une minute de silence sera observée dans les écoles et les administrations, à 15 heures. Un service solennel, présidé par Emmanuel Macron, sera rendu à 12 heures en l'église Saint-Sulpice à Paris, en présence d'une trentaine de chefs d'État, avant une inhumation au Montparnasse dans un cadre privé.

MARINE LE PEN

La présidente du Rassemblement national Marine Le Pen a renoncé à se rendre à la cérémonie d'hommage au président Jacques Chirac à l'église Saint-Sulpice, après les réserves de la famille sur sa présence, a indiqué son entourage hier.

nier salut à tous ses admirateurs. Certains font un signe de croix, d'autres s'inclinent, beaucoup sortent leur téléphone portable pour immortaliser le moment.

Un huissier doit régulièrement intervenir pour rappeler que les sel-

SONDAGE

Selon un sondage Ifop, publié dans « Le Journal du dimanche », Jacques Chirac est considéré par les sondés comme le meilleur président de la V^e République, à égalité avec Charles de Gaulle. Il recueille la préférence de 30 % des sondés, en hausse de 20 points par rapport à un sondage Ifop similaire en novembre 2013. François Mitterrand, lui, dégringole de 28 à 17 %.

CLAUDE CHIRAC

« C'est un moment très fort », « bouleversant », et « de là où il est, je pense qu'il doit être extrêmement ému et heureux », a déclaré devant la presse Claude Chirac, venue « dire merci » en fin de journée aux Invalides, au sujet de son père.

fies sont interdits. Car quelques-uns, bien sûr, ne se sont pas gênés. « On a l'impression qu'ils viennent voir la Joconde », éructe une ancienne conseillère du président défunt. Ainsi va l'époque. Et comme l'aurait dit Chirac, « cela n'est pas convenable »...

INDISCRÉTION

Unesco : le cognac dans les bons rails

Le calendrier se précise pour le cognac, qui brigue un classement de ses « savoir-faire » sur la liste du patrimoine culturel immatériel de l'humanité éditée par l'Unesco. Une réunion aura lieu le 21 octobre pour « classer » les valeurs du cognac. Le dossier est quasiment finalisé, il sera déposé en novembre, pour un retour attendu du ministère de la Culture en décembre ou janvier. « La méthodologie mise en place a été considérée comme exemplaire par des spécialistes. D'autres sites sont venus voir comment on faisait. C'est de bon augure », note Jérôme Sourisseau, président de Grand-Cognac. Si elle est retenue, la candidature aura deux fenêtres de tir, en 2022 ou 2024.

Le pont de Châtenay sera démoli avant vendredi

Cognac Le chantier de « déconstruction » de l'ouvrage avance. Les délais sont tenus. Si tout va bien, le « vieux » pont n'existera plus ce week-end

1 La grue a changé de rive, la « découpe » continue

La démolition du pont de Châtenay à Cognac (les professionnels préfèrent le terme de « déconstruction ») a débuté dans la nuit du lundi 16 au mardi 17 septembre. Elle se déroule sans encombre. Le calendrier est respecté, même si la pluie ces derniers jours n'a pas facilité les choses.

Une bonne partie du tablier a déjà disparu. Il est découpé en une douzaine de tronçons par un câble en tungstène et diamant qu'il convient de refroidir en l'arrosant. Pour info, chaque morceau pèse entre 20 et 25 tonnes. En fin de semaine dernière, la grue installée rive droite a été démontée et remontée en face, rive gauche, près de l'ancienne maison de l'octroi. On le voit très bien sur la photo ci-dessus.

2 Dernière ligne droite, « tout doit tomber » !

Cette semaine, les dix ouvriers et techniciens présents sur le site vont concentrer leurs efforts côté rive gauche. Tout doit « tomber » ces prochaines heu-



Une vue du chantier, en fin de semaine dernière. PHOTO LOÏC DEQUIER

res, avant le vendredi 4 octobre, date à laquelle le grutier va partir. « Nous devrions y arriver. Quitte à travailler un peu la nuit », dit Nicolas Bourdet, le responsable des ouvrages d'art au Conseil départemental de la Charente, qui supervise l'opération.

3 On pense déjà à la prochaine phase du chantier

Le tablier du pont n'est pas totalement sectionné que, déjà, on pense à la prochaine phase du chantier. Ce lundi 30 septembre, débute la démolition d'une pile rive droite (côté camping). Une équipe d'une société bordelaise spécialisée dans l'enfouissement de micro-pieux est par ailleurs attendue cette semaine. Sa mission ? Commencer les fondations du nouveau pont, toujours côté rive droite.

4 Une opération lourde et coûteuse

La démolition et la reconstruction du pont de Châtenay est une lourde opération, d'un coût de 4,1 millions d'euros, à la charge du Conseil départemental. Le nouveau pont, de structure mixte, acier corten et béton, devrait être livré cet été.

5 Une simple rénovation n'était pas possible

Long de 63 mètres, le pont de Châtenay traverse la Charente en contrebas du lycée Jean-Monnet, sur la route de Boutiers et de Nercillac. Il avait été construit entre 1950 et 1952 avec du mauvais béton. Il souffrait de « gros désordres irréparables ». Il menaçait ruine, malgré la pose d'étais métalliques sous le tablier en 1999. Sa rénovation n'était pas possible.

Cinéma : ça plafonne

CHARENTE

En 2018, la fréquentation des cinémas a chuté de 1,98 % dans le département

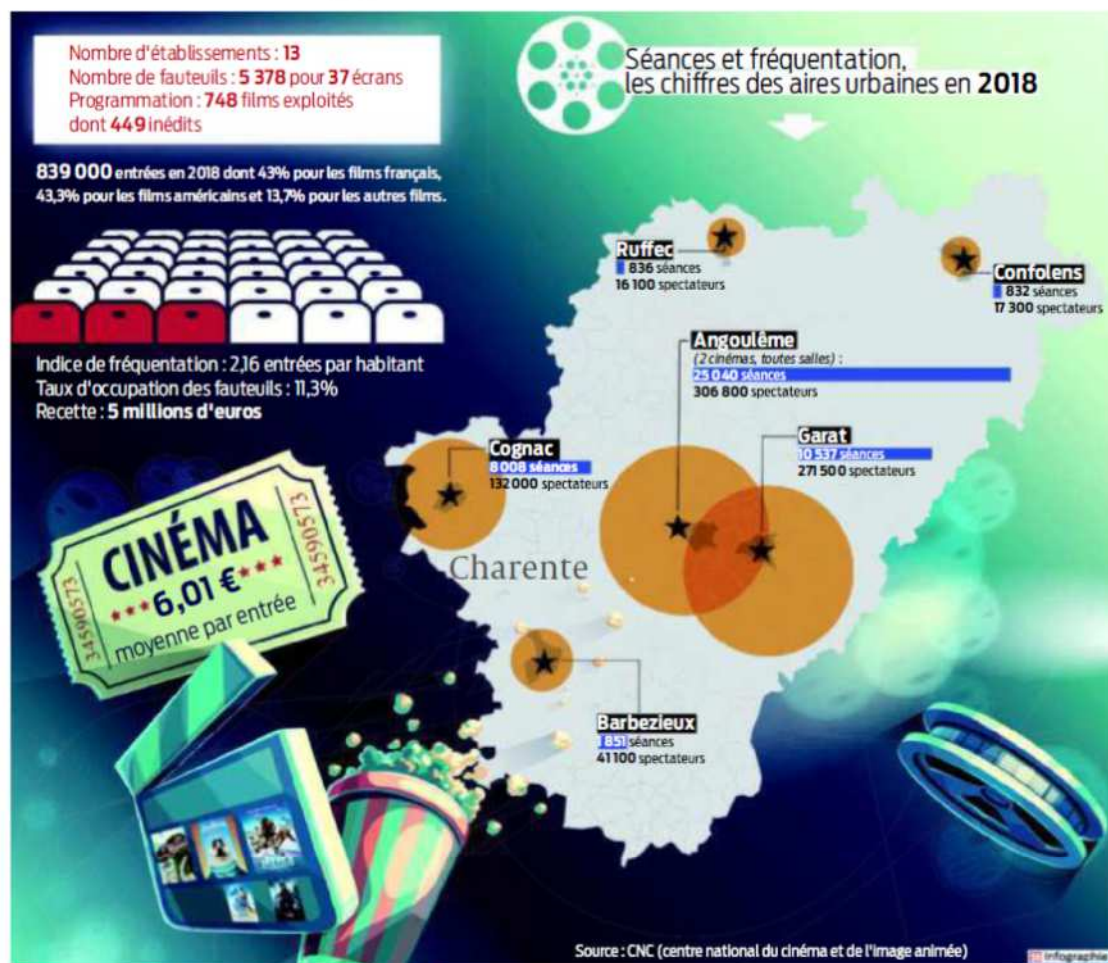
Bertrand Ruiz
b.ruiz@sudouest.fr

La décreuse est légère. En 2018, les cinémas charentais ont enregistré 839 000 entrées, contre 856 000 en 2017. Cette baisse de 1,98 % est inférieure à la baisse constatée sur l'ensemble du pays (-3,9 %) ou de la région Nouvelle-Aquitaine (-3 %). Preuve que, dans cette période économique compliquée pour les cinémas de France, la Charente limite finalement assez bien les dégâts.

Une tenue qu'elle doit, en grande partie, à la progression du complexe Mégarama. Avec 271 500 entrées enregistrées en 2018, le multiplexe (six salles, 873 fauteuils), sorti de terre à Garat fin 2015, affiche une croissance spectaculaire (+15 500 entrées par rapport à 2017) et passe, en nombre d'entrées, devant le CGR d'Angoulême pour la première fois de sa toute jeune histoire (lire ci-dessous).

Plus de productions françaises

En dehors de Mégarama, les autres cinémas de Charente peinent à trouver un second souffle, comme le révèle l'état des lieux publié par le CNC (centre national du cinéma et de l'image animée). Le centre-ville d'Angoulême continue de souffrir : il perd 24 200 entrées en un an pour dépasser à peine les 300 000 entrées en 2018 (306 800). Rappelons qu'en 2015, avant l'ouverture du Mégarama de Garat, les cinémas du centre-ville



En 2018, les cinémas charentais ont enregistré 839 000 entrées. INFOGRAPHIE SUD-OUEST

d'Angoulême (le CGR et les cinémas de la Cité de la BD) culminaient à 470 000 entrées annuelles. À noter que Cognac connaît aussi une baisse de fréquentation, passant de 135 000 entrées enregistrées en 2017 à 132 000 entrées

en 2018. La sous-préfecture charentaise attend l'ouverture de son nouveau complexe, du côté de Châteaubernard. Retardés par des fouilles archéologiques préventives, les travaux avancent désormais bon train. Conséquence de

cette fréquentation en retrait, les recettes générées par l'exploitation cinématographique en Charente ont légèrement décliné, passant de 5,2 à 5 millions d'euros sur l'année. À noter également, en 2018, un rééquilibrage dans la consommation

de films : en 2018, la part de marché du cinéma français est quasiment identique à celle du cinéma américain (43 et 43,3 %) alors qu'en 2017, le cinéma US était largement devant (48,6 % contre 40,8 %).

Chez les gros, Mégarama passe devant CGR

ANGOULÊME Pour la première fois de son histoire, en 2018, le multiplexe de Garat fait mieux, en nombre d'entrées, que le complexe du centre-ville d'Angoulême

Les deux cinémas angoumoisins, le CGR et les salles de la Cité de la BD, ont totalisé 306 800 entrées en 2018. Sachant que la Cité de la BD a cumulé 47 400 entrées, cela laisse 259 400 entrées pour le CGR d'Angoulême (onze salles pour 1876 fauteuils). Pour la première fois, alors qu'il exploite deux fois plus de fauteuils que son concurrent, le groupe rochelais cède en Charente sa place de leader au groupe Mégarama (271 500 entrées pour six salles et 873 fauteuils) implanté à Garat, en périphérie angoumoisine.

« C'est un vrai motif de satisfaction même s'il faut relativiser. D'une part, nous ne sommes pas en guerre contre le CGR. D'autre part, je constate que les cinémas de la Cité de la BD ont bien fonctionné, ce qui est une bonne chose pour le centre-ville d'Angoulême »,

réagit Aurélie Delage, directrice de Mégarama à Garat. « Quand nous avons ouvert, nous savions que nous allions mettre trois ans à atteindre notre rythme de croisière. Il était logique que nous progressions sur cette période. Maintenant, il faut confirmer. En 2018, nous avons connu un bon début d'année, on avait été porté par de bonnes comédies. L'été avait été catastrophique, on parlait de l'effet Coupe du monde de football. Mais on s'était repris sur toute la fin de l'année. »

Des salles en plus

Et en 2019 ? « On repart sur les mêmes bases, mais avec un été bien meilleur. Il faut croire que la canicule a poussé les spectateurs vers les salles de cinéma. Après huit mois d'exploitation en 2019, nous sommes sur une nouvelle progres-

sion de 3,8 %. » Avec des projets toujours dans les tuyaux. Les extensions de complexes qui n'excèdent pas 30 % des places existantes et qui sont effectuées cinq années après la mise en service ne sont pas soumises à la validation de la Commission nationale d'aménagement cinématographique. Une disposition que le Mégarama compte utiliser pour la création de deux salles supplémentaires de 70 places chacune. Un projet qui ne décollera qu'après l'approbation du permis de construire.

Conscient de la baisse de fréquentation, et coincé en centre-ville depuis l'échec de son projet de multiplexe dans la zone commerciale des Montagnes-Ouest, CGR n'est pas resté les bras ballants à Angoulême. Le groupe a investi 15 millions d'euros dans la rénovation de ses locaux du centre-ville,



La hausse de fréquentation se poursuit en 2019 pour Mégarama à Garat. PHOTOLOGIC/DEQUIER

où les possibilités d'extension sont nulles. En revanche, le rachat providentiel par les collectivités, via Magelis, de l'ancien cinéma l'Épéron, dans le cadre d'un accord avec le CGR justifié par la nécessité de donner un coup de pouce à la redynamisation du centre-ville, va

donner l'opportunité au groupe rochelais de muscler son offre en mode premium avec une salle dotée de la technologie ICE (Immersive Cinema Experience). Un investissement estimé entre 1,5 et 1,8 million d'euros pour une ouverture à l'été 2020.

RN 141 : un mois de travaux

La direction interdépartementale des routes (DIR) Atlantique va réaliser des travaux de réfection de la chaussée de la RN 141 sur les communes de Champniers et Ruelle-sur-Touvre, dans le sens Limoges/Angoulême.

Dans la nuit de lundi 30 septembre à 19 heures au mardi 1^{er} octobre à 19 heures, cette phase va nécessiter un basculement de circulation. Les usagers de la RN 141 circuleront sur la voie de gauche de la chaussée opposée dont chaque voie sera ouverte à un sens de circulation. À noter la fermeture des bretelles d'entrée et de sortie de la RN 141 sens Limoges/Angoulême dans l'échangeur de « Ruelle » (déviations 1 et 2); la fermeture des bretelles d'entrée et de sortie de la RN 141 sens Limoges/Angoulême dans l'échangeur de la RD 1 000 (déviations 3 et 4); la fermeture de la bretelle de liaison de la RN 141 sens Limoges/Poitiers dans l'échangeur sud des « Chauvauds » (déviation 5).

La phase 2 débute ce mardi jusqu'à vendredi et du lundi 7 au vendredi 11 octobre toutes les nuits de 19 heures à 7 heures. Cette phase va nécessiter un basculement de circulation. Les usagers de la RN 141 circuleront sur la voie de gauche de la chaussée opposée dont chaque voie sera ouverte à un sens de circulation. À noter la fermeture des bretelles d'entrée et de sortie



Les travaux débutent ce lundi pour se terminer vendredi 5 novembre. PHOTO ARCHIVES LOÏC DÉQUIER

de la RN 141 sens Limoges/Angoulême dans l'échangeur de la RD 1 000 (déviations 3 et 4); la fermeture de la bretelle de liaison de la RN 141 sens Limoges/Poitiers dans l'échangeur sud des « Chauvauds » (déviation 5).

Fin programmée le 5 novembre

La phase 3 – du 14 au 21 octobre – va nécessiter un basculement de circulation. Les usagers de la RN 141 circuleront sur la voie de gauche de la chaussée opposée dont chaque voie sera ouverte à un sens de circulation. À noter la fermeture des bretelles d'entrée et de sortie de la RN 141 sens Limoges/Angoulême dans l'échangeur des « Rats » (déviations 7 et 8).

La phase 4 – du 21 au 25 octobre – va nécessiter un basculement de circulation. Les usagers de la RN 141 circuleront sur la voie de gauche de la chaussée opposée dont chaque voie sera ouverte à un sens de circulation. À noter la fermeture des bretelles d'entrée et de sortie de la RN 141 sens Limoges/Angoulême dans l'échangeur de « Ruelle » (déviations 9 et 10).

La phase 5 – toutes les nuits de 19 heures à 7 heures du lundi 28 octobre au jeudi 31 octobre et du 4 novembre au 5 novembre – va nécessiter la fermeture de la bretelle d'entrée de la RN 141 sens Limoges/Angoulême dans l'échangeur de la RD 1 000 (déviation 6).

À quand une passerelle piétonne sur la Charente ?

URBANISME Des candidats aux élections en parlent, la maison Hennessy y réfléchit. L'idée d'un passage traversant le fleuve tient la cote, après plusieurs évocations sans lendemain

Philippe Ménard
p.menard@sudouest.fr

L'idée semble mûre. La construction d'une passerelle piétonne reliant les deux berges de la Charente devrait constituer un sujet récurrent de la campagne des municipales. Au moins deux candidats l'ont adopté dans leurs projets. Le divers droite Morgan Berger en a parlé lors de son meeting de lancement de campagne, jeudi dernier. Deux jours plus tôt, le LREM Damien Bertrand avançait cette proposition lors d'un point presse. Il y attache une certaine importance, puisqu'il en a fait un élément de son logo.

La coïncidence n'est sans doute pas due au hasard. Michel Adam a profité de la perspective des élections pour relancer cette idée auprès de plusieurs candidats. Lui-même en avait fait un élément clé du programme de la liste de gauche qu'il conduisait à Cognac en 1983. Il partage la genèse avec Jean-François Poussard. « Nous étions en train de nous promener dans le vieux Cognac. Jean-François Poussard était prolifique en idées. J'étais en train de dire qu'il y avait autrefois un pont qui partait des tours Saint-Jacques. Il a suggéré : "Pourquoi ne pas faire une passerelle ?" »

Adhésion populaire

Pour Michel Adam, un tel édifice permettrait de « désenclaver » le quartier Saint-Jacques, en reliant le vieux Cognac et la place du Solençon. L'accès au pont actuel est un peu raide pour les piétons. La passerelle de la ville de Saintes, entre le jardin public et le marché Saint-Pierre, montre que ce genre d'ouvrages apporte de la fluidité et un certain charme.

Endormie après la défaite de la gauche en 1983, l'idée a ressurgi vingt ans plus tard. Avec l'opération « Patrimonium 2010 », l'association Cognac Patrimoine cher-



L'ancien pont de Cognac reliait les tours Saint-Jacques au quartier du même nom. PHOTO ANNE LACAUD

chait à imaginer le visage de la ville à cette échéance. Un architecte, Nicolas Boraud, en avait fait son sujet de thèse, présentant un projet très détaillé de passerelle. Un questionnaire rempli par 130 personnes montrait une adhésion de 88 % à ce concept.

Michel Adam mentionne trois autres résurgences de cette idée. « Des écolos participant à la campagne de Michel Gourinchas en 2008 y avaient consacré une fiche projet. En 2009, j'avais profité d'un concours de photos organisé par Cognac Patrimoine pour en reparler. La même année, un professeur d'EMT du collège Claude-Boucher avait fait plancher ses élèves là-dessus. Cela avait donné des maquettes très intéressantes. » Une vingtaine d'entre elles avaient même été exposées en mai 2011 dans le hall de l'hôtel de ville, sans aller plus loin qu'un joli rêve peut-être un peu trop cher.

Dans les tuyaux d'Hennessy

Pourquoi l'idée apparaîtrait-elle beaucoup plus sérieuse aujourd'hui ? Parce que les quais ont changé. L'artère terne a laissé place à un axe résolument tourné vers la Charente. Le belvédère posé devant les tours Saint-Jacques semble tendre le bras vers l'autre quartier.

Surtout, un acteur majeur s'ajoute à la réflexion : la maison Hennessy. Le numéro 1 du cognac prépare un vaste réaménagement de ses locaux, de part et d'autre de la Charente. Selon nos informations, il intègre un projet de passerelle piétonne. Hennessy n'a pas eu besoin de Michel Adam pour y penser, le principe est né de ses propres réflexions.

Hennessy dispose d'une puissance budgétaire qui pourrait faciliter les choses. La maison de négoce a-t-elle prévu un positionnement au niveau des tours, ou au



En 2011, des collégiens de Claude-Boucher exposaient leurs propositions. ARCHIVES S.J.

niveau de ses propres installations ? Le négociant reste pour le moment discret sur ses plans. De son côté, Damien Bertrand pousse déjà le bouchon plus loin en proposant une deuxième passerelle pour désenclaver le quartier de Crouin, au niveau des Abattoirs. Là où l'on pouvait traverser la Charente, il y a bien longtemps, avec un bac. Une autre façon de faire du neuf avec le passé.

Vélo d'vie dans la course

CYCLISME Faute d'inscriptions, l'association Vélo d'vie avait annulé son atelier autour du démontage et la réparation de vélos, samedi à Calitorama, à Châteaubernard. Sept personnes se sont cependant présentées sur place. Vélo d'vie promet de réitérer cette action. Deux dates sont dans les tuyaux avant Noël. Autre événement, hier, Vélo d'vie proposait une balade pour se rendre au 5e festival Arts et jeux au jardin, à Nercillac. L'association, qui compte 68 adhérents, en hausse de 20 %, est désormais bien identifiée. Elle entend jouer son rôle dans les élections municipales, en exposant ses attentes et en interpellant les candidats sur leur approche du cyclisme en ville.

Vers une déchetterie de troisième génération

CALITOM La déchetterie de la Haute-Sarrazine, va changer de place mais aussi d'époque. Calitom veut créer un équipement de « troisième génération », juste de l'autre côté de la route de la déchetterie actuelle. Jeudi, le conseil d'Agglo a entériné la cession des parcelles en sa propriété au syndicat départemental qui gère les déchets pour une somme de 60 000 €.



L'équipe du centre de loisirs a mené la visite pour les invités de Grand-Cognac samedi matin. PH.M.

Le centre s'épanouit

JARNAC Inauguré samedi, le centre de loisirs a déjà démontré de belles qualités. La capacité, poussée à 120 enfants, est parfois atteinte

Philippe Ménard
p.menard@sudouest.fr

Certains élus auraient bien voulu rajeunir de quelques années pour se mettre à la place des enfants accueillis par le centre de loisirs de Jarnac, samedi matin. Ils ont pu le constater lors de l'inauguration organisée par Grand-Cognac. Le nouvel équipement, situé 24 route des Champagnères, est particulièrement agréable et astucieusement pensé.

Les espaces ont été démultipliés pour favoriser des activités par petits groupes. « On a plus de proximité. Tout est réparti pour que l'ensemble du centre de loisirs soit optimisé. Les enfants adorent, ils se mélangent. Ils peuvent vraiment se lâcher », constate la directrice, Florie Grehan.

Conception évolutive

Le bâtiment est entré en service le 8 juillet. Le précédent centre, avec une capacité maximale d'une centaine de places au maximum, arrivait à saturation. Le nouvel équipement a plusieurs fois rempli sa jauge de 120 places cet été, pour un total de 242 enfants accueillis. « Certains ne ve-

naient plus, ils ont voulu voir les nouveaux locaux. Il y a aussi beaucoup d'inscriptions de nouvelles familles. On va finir par saturer ici aussi ! », relève Florie Grehan.

L'équipe de 10 à 14 personnes selon les saisons « tournait un peu en rond » dans les anciens locaux. Elle a retrouvé « du souffle ». « Il y a une grande part laissée à l'équipe pour s'emparer des éléments. On n'a pas figé les choses », explique Rémi Marcotte, architecte-paysagiste. Le Cognacais a travaillé avec l'atelier jarnacais P&B de François Poirier-Bordage pour concevoir un ensemble plein de singularités.

La partie extérieure est évolutive. Elle s'articule autour des cinq sens, avec par exemple des « réflecteurs paraboliques » pour créer des « chuchotements ». Le sol intègre des creux et des bosses pour que les enfants puissent s'épanouir. Il y a aussi un jardin dont l'entretien pourra être mené avec l'association des Jardins spiritueux.

Autre astuce, un « arbre à palabres » occupe l'espace central du bâtiment, avec des bancs à différents niveaux. « Certains regardent vers l'extérieur, d'autres vers

l'intérieur. On est plus dans la réflexion, l'intime, en-dessous d'une voûte étoilée », décrit François Poirier-Bordage. Il a soigné l'isolation phonique et le positionnement par rapport au soleil. « Il y a des "casquettes" pour éviter le rayonnement l'été, et préserver la lumière l'hiver. » De l'extérieur, les poteaux en forme de crayons colorés montrent d'emblée dans quel domaine on se trouve.

2,5 millions d'euros TTC

Le projet a été lancé sous la coupe de la communauté de communes de Jarnac. L'Agglo de Grand-Cognac, qui a intégré en janvier 2019 la compétence « accueil de loisirs sans hébergement », a bouclé l'opération avec un budget d'environ 2,5 millions TTC, sur un terrain de 8 888 m². Le centre de loisirs intercommunal ouvre le mercredi et les vacances scolaires pour tous les enfants du territoire de l'Agglo.

L'ancien centre de loisirs, dans Jarnac, continue à servir comme garderie pour les écoles. Une salle est mise à disposition des associations, note le maire François Raby. En ce moment, elle est utilisée par le marathon du cognac.

ARS

Un nouveau camion pour la commune

Le premier conseil de rentrée s'est déroulé le 25 septembre. Il portait tout d'abord sur le remplacement du camion communal qui venait d'être refusé au contrôle technique. Il faut reconnaître que ce camion âgé de 23 ans enregistré au compteur 198 600 kilomètres. Un garagiste contacté pour une remise aux normes s'est heurté à une absence de pièces de remplacement, ce qui oblige la commune à envisager un nouvel achat.

En premier lieu, il y avait donc lieu de définir un budget afin de se mettre à la recherche de véhicule pour la somme déterminée. Du débat qui s'ensuivit et suite aux divers critères définis (largeur plateau pour pouvoir véhiculer le tracteur tondeuse), fut voté, à l'unanimité, une somme de 20 000 €. La maire Hélène Tournadre a confié à ses conseillers la responsabilité de s'acquitter de cette tâche.

Réfection de la route

Ensuite, fut évoquée la réfection de la route départementale pour laquelle une somme de 25 % du coût a été accordée ; mais lorsqu'il s'agit d'intervenir sur une voie départementale, le Département ne participe financièrement qu'au prix du bitume requis. En conclusion, le coût global du chantier devrait s'élever à 106 000 € avec une participation de 30 000 € de la commune ; une réunion avec J.-F. Pérot aura lieu prochainement sur le terrain.

Les élus ont ensuite débattu d'une demande des Ets Ferrand qui souhaitent promouvoir un



Hélène Tournadre, maire de la commune d'Ars. PHOTO COLETTE GUNÉ

gin sous l'appellation « Château de Bonbonnet » et demandent en conséquence d'affecter ce nom à la rue qui passe devant le domaine. Pour justificatif, cet établissement a joint une carte de 1924 sur laquelle une personne parle du « château de Bonbonnet ». Hélène Tournadre a consulté l'architecte des Bâtiments de France qui estime que la bâtisse n'est pas assez ancienne pour bénéficier de cette appellation. De la discussion qui en découle, il est voté la proposition « Domaine de Bonbonnet ».

Hélène Tournadre questionne ses conseillers pour savoir si l'un d'entre eux est candidat pour être correspondant Défense et représenter la commune au CNAS (Comité national d'action sociale). Jacky Bonnet se porte candidat ; proposition validée à l'unanimité.

Colette Guné

COMMUNES EXPRESS

MERPINS

Conseil municipal. La réunion du conseil municipal aura lieu demain 1er octobre à 20 h 30, à la mairie. Ordre du jour : Acquisition d'une parcelle. Participation financière d'une entreprise aux travaux de voirie. Réalisation d'un emprunt. Restitution d'Abribus. Adhésion de deux syndicats mixtes au Centre de gestion de la fonction publique territoriale. Divers.

CHÂTEAUBERNARD

Parents d'élèves des Pierrières. L'association des parents d'élèves des Pierrières tiendra son assemblée générale demain mardi à 20 heures, à l'école Pablo-Picasso. Ordre du jour : présentation de l'association, bilan financier, programme de l'année, montage d'une vidéo pour l'année scolaire 2018-2019.

Permanence du Cidvat. Le collectif interprofessionnel de victimes de l'amiante et du travail tiendra sa permanence ce mercredi 2 octobre, salle Jean-Tardif de 15 à 18 heures. Cette dernière est ouverte à toute personne susceptible d'être victime d'une maladie professionnelle ainsi qu'à ses proches. En cas de doute, se rapprocher des bénévoles car les délais

pour agir sont circonscrits.

Tél. 06 13 35 44 01,
cidvat@gmail.com

Alcooliques anonymes. Les Alcooliques anonymes organisent leur 2e réunion ouverte consacrée à la parole des femmes, le jeudi 3 octobre à 19 heures, salle des associations, 14 rue Pierre-Pinard. Ce temps sera animé par Manue et portera sur « le regard des autres ». L'association de Châteaubernard dispose désormais de son propre numéro de téléphone : 06 14 74 73 32.

CHERVES-RICHEMONT

Soirée jeux. Après la reprise le 13 septembre (35 personnes), une nouvelle soirée jeux, toujours gratuite et ouverte à tous, sera organisée à la médiathèque le vendredi 11 octobre, de 18 à 22 heures. Contact au 05 45 83 70 40 ; mediatheque@cherves-richemont.fr ; site : mediatheque.cherves-richemont.fr

Réunion des parents d'élèves. Mercredi 3 octobre, à 18 h 30, l'association des parents d'élèves (APE) des écoles publiques invite les parents à « une réunion de la dernière chance » pour le maintien de l'association, dans les locaux de l'école élémentaire Paul-Garandeau.

CHANTIER

LA PISCINE DE JARNAC va être rénovée. Jeudi dernier, le conseil communautaire de Grand-Cognac a validé une ligne budgétaire de 1,75 million d'euros pour mener ce chantier. « La piscine est un peu vétuste. Elle a eu un peu de mal à ouvrir cet été. C'est un équipement structurant, apprécié de la population comme des usagers du camping. Un diagnostic montre qu'une rénovation est indispensable », a exposé le président de Grand-Cognac, Jérôme Sourisseau. La piscine restera toutefois dans son état actuel l'été prochain. Les travaux sont envisagés à partir de septembre 2020, « afin d'être prêt pour l'été suivant ».



« L'arbre à palabres » a été testé par les élus. Situé au milieu du bâtiment, il abritera les conversations, intimes ou pas... PH.M.



Gros travaux sous la route « basse » de Cognac

CHANIERS Nouvelle station d'épuration et renouvellement du réseau d'eau potable et d'assainissement collectif sont au menu d'un investissement de 3,6 millions d'euros

Attention gros travaux en perspective à l'ouest de Saintes, sur la route « basse » qui mène à Chaniers, en longeant la Charente. De mercredi aux vacances de Noël, la circulation y sera totalement interdite, sauf pour les riverains. Le chantier reprendra en janvier.

Les automobilistes et autres chauffeurs devront emprunter la déviation mise en place depuis la rocade de Saintes et le bourg de Chaniers.

1 Un triple chantier sous la RD 24

« D'un montant total de 3,6 millions d'euros, ce programme de travaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement collectif a un triple objectif », explique Alain Seguin, responsable du pôle Études et travaux du syndicat Eau 17.

Le premier : « Construire une nouvelle station d'épuration pour la commune de Chaniers d'une capacité totale de 4 000 équivalents-habitants ainsi qu'un réseau de transfert des eaux usées, afin de supprimer la station d'épuration actuelle du bourg vieillissante et située en zone inondable. » Cette station a été construite en 1968. Elle sera donc démolie et la deuxième station d'épuration (au nord ouest) agrandie. Sa mise en service est

prévue pour janvier 2021. Deuxième objectif : « Mettre en place l'assainissement collectif pour le hameau de Périneau (environ 33 branchements concernés). » Troisième but : « Renouveler une partie des réseaux d'eau potable et d'assainissement collectif du secteur de la route départementale 24 », entre La Broussardière et le rond-point de La Tonnelle.

2 Pourquoi la circulation alternée n'a pas été retenue

« Les travaux prévus seront réalisés en route barrée, avec déviation de la circulation en amont du bourg (carrefour des feux tricolores), pendant toute la durée du chantier, y compris la nuit et le week-end, pour des raisons essentiellement liées à la sécurité ; la tranchée réalisée sous la route départementale aura en effet une largeur importante, de l'ordre de 1,50 mètre, afin d'y poser trois réseaux différents (le nouveau réseau d'eau potable, le nouveau réseau gravitaire d'assainissement collectif et la nouvelle conduite de transfert des eaux usées de l'ancienne station d'épuration vers la nouvelle). »

La tranchée pourra atteindre par endroits jusqu'à 3 mètres de profondeur. Ce qui augmente le risque d'effondrement si un véhicule passe à côté. « Compte tenu de ces contraintes techniques, la circulation par alternat n'était pas possible, détaille Alain Seguin.

L'itinéraire de la déviation a été défini par les services du Département, en concertation avec la commune et les services d'Eau17. Cette déviation sera maintenue de début octobre jusqu'à Noël. »

Le contrôle et la surveillance du chantier sont assurés par le cabinet Hydraulique Environnement Aquitaine (Agence de Trizay), maître d'œuvre des travaux. La coordination de la Sécurité et la protection de la santé sont assurées par un agent d'Eau17.

3 Quiddes bus et camions de collecte des déchets ?

La collecte des ordures ménagères sera assurée de façon normale par un passage plus précoce le matin. Quant aux transports scolaires, Keolis a étudié des modifications de parcours envisageables, notamment sur des chemins parallèles, dont un qui débouche dans le quartier de la Récluse, à Saintes.

4 Quid des riverains et des commerçants ?

« L'accès des riverains à leur habitation ainsi que l'accès des services de secours continueront bien évidemment à être assurés », rassure Alain Seguin. « Ça s'organise sur place avec eux. Les entreprises aménagent des accès. On commence par l'aval et on remonte au fur et à mesure. Les tranchées sont rebouchées au fur et à mesure. » Tous les commerces restent accessibles pendant

La RN 141, un axe sensible

« Pendant les travaux, le renvoi de la circulation se fera sur la RN 141, entraînant un risque d'augmentation des accidents, craint le maire Éric Pannaud. Il va certainement être très compliqué de traverser le carrefour du Maine-Allain et de s'engager sur la RN 141. » Ni feux tricolores, ni aménagements n'ont été programmés pour l'heure par la DIR Atlantique. Le maire s'en est ému auprès de la sous-préfecture, qui en a fait autant auprès de DirA. 12 000 véhicules empruntent la RN 141 chaque jour. Ils sont entre 5 000 et 6 000 sur la RD 24, la route « basse » de Cognac.

les travaux mais pour les activités qui captent des clients de passage, en transit entre Saintes et Cognac, il est possible qu'elles subissent une perte.

La zone artisanale des Sept Journaux, à l'est du tronçon interdit à la circulation, ne sera pas coupée du monde. Une signalétique est d'ores et déjà mise en place pour y accéder, a prévu le maire Éric Pannaud.

SUD OUEST.fr

Eric Pannaud, maire de Chaniers, craint des difficultés au carrefour du Maine-Allain. Abonnés.

AUJOURD'HUI à la mi-journée

Mer agitée
Houle d'ouest 2 m

LÉGENDE

Température minimale

Température maximale

Vent en km/h
(et rafales)

Mer agitée
Houle d'ouest 2 m



Mer agitée
Houle d'ouest 2 m



Mer agitée
Houle de nord-ouest 2 m



Mer agitée
Houle de nord-ouest 2 m



METEO FRANCE

